

Large appel à un Grand Conseil du Peuple en Bolivie

Image not found or type unknown

La Havane, 21 oct. (RHC)- La Centrale Ouvrière Départementale (COD) de Santa Cruz, Bolivie, et diverses organisations sociales ont assuré leur participation aujourd'hui à la Grande Assemblée populaire contre la grève indéfinie appelée par les groupes de pouvoir de Santa Cruz.

"Les acteurs du coup d'État de 2019 sont derrière le conflit sur le recensement, et cette grève laissera sans revenu plus de 70% des travailleurs qui vivent de l'économie informelle", a déclaré le secrétaire exécutif du COD, Rolando Borda, dans une interview à Bolivia TV.

Par ailleurs, 3 des principaux leaders du Processus de changement ont signé un pacte d'unité contre les tentatives de division des groupes de pouvoir de Santa Cruz.

"Nous saluons l'engagement des organisations sociales, du Pacte d'unité et de la direction de notre instrument politique MAS-IPSP, face aux tentatives de déstabilisation qui menacent la démocratie, l'économie et la paix sociale. Vive l'unité du peuple bolivien", a écrit le chef de l'État, Luis Arce, sur son compte Twitter.

Tenue à Cochabamba, la réunion, à laquelle ont également participé le vice-président, David Choquehuanca, et le leader du Mouvement vers le socialisme - Instrument politique pour la souveraineté des peuples, Evo Morales, s'est conclue par la signature d'une "Déclaration".

Le texte ratifie leur soutien total au gouvernement dirigé par Luis Arce et David Choquehuanca.

La déclaration se termine par l'affirmation que les habitants de Santa Cruz méritent de vivre et de travailler dans la paix et la tranquillité.

La réunion a eu lieu 48 heures avant le début d'une grève illimitée appelée par le Comité interinstitutionnel de Santa Cruz, dirigé par le gouverneur, Luis Fernando Camacho, le leader civique Rómulo Calvo et Vicente Cuéllar, recteur de l'université autonome Guillermo René Moreno.

Ils ont opté pour cette mesure de force et évité le dialogue au cours duquel ils devaient défendre leur proposition d'avancer le recensement de la population et des logements devant des experts internationaux.

Selon les autorités, ces acteurs politiques se "cachent" derrière l'argument de l'avancement du recensement à 2023, alors qu'en réalité ils mettent en scène un nouveau coup d'État, puisqu'à ce jour ils n'ont pas présenté de "vraie" proposition technique.

Source: Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/302571-large-appel-a-un-grand-conseil-du-peuple-en-bolivie>



Radio Habana Cuba